



JEAN-PHILIPPE DUMAS

ALEXANDRE

MILLERAND

UN COMBATTANT
À L'ÉLYSÉE

CNRS EDITIONS

Alexandre Millerand

Jean-Philippe Dumas

Alexandre Millerand

Un combattant à l'Élysée

CNRS ÉDITIONS

15, rue Malebranche – 75005 Paris

« À côté des autres, c'est un géant ¹. »

Introduction

Près de quatre-vingts ans après sa mort, Alexandre Millerand est classé parmi les personnalités secondaires de l'Histoire, loin derrière Georges Clemenceau, Raymond Poincaré, Aristide Briand et bien sûr Jean Jaurès, son compagnon, avec qui il a donné au socialisme ses premières grandes victoires électorales. Si l'on excepte l'ouvrage d'un de ses anciens collaborateurs, Raoul Persil, en 1949, aucun universitaire, aucun grand éditeur français n'a, depuis sa mort en 1943, publié sa biographie.

Cet étonnant oubli aurait surpris ses contemporains. Millerand a connu une des carrières les plus rapides et les plus brillantes de la Troisième République. Avocat, conseiller municipal, député en 1885, plusieurs fois ministre, président du Conseil en 1920, il a franchi avec une rapidité et une facilité déconcertantes toutes les étapes du *cursum honorum* de la politique. À une période cruciale de l'histoire de France, celle de la victoire contre l'Allemagne, il est porté à l'Élysée par une majorité écrasante, une des plus grandes réunies depuis les lois constitutionnelles de 1875, couronnement d'une carrière menée tambour battant dans les plus hauts lieux de la République.

Mais Millerand n'est pas seulement un brillant homme politique, à la rapide ascension. C'est aussi un pionnier. Avec Jaurès, il est l'un des premiers à s'intéresser aux ouvriers, à aller directement à leur rencontre, pour les écouter, les comprendre et défendre leurs intérêts. C'est le premier socialiste à recevoir un portefeuille ministériel, et encore le premier à promouvoir d'importantes réformes sociales. Alors que dans la société du XIX^e siècle les ouvriers n'ont aucun droit, il défend la participation des syndicats au fonctionnement des usines, les droits des employés et bien sûr les retraites. Il est l'un des plus ardents partisans de la création du Code du travail, qu'il veut élever au même niveau que le Code civil et le Code de commerce, éminentes créations napoléoniennes. Cet engagement de tous les instants en fait un des plus illustres inventeurs de la démocratie sociale, qu'il développe en un modèle original, différent de celui de l'Allemagne bismarckienne et inspiration du paritarisme, à la Libération.

Ses conceptions, Millerand les inscrit dans un modèle particulier, l'idéal républicain, inspiré du contrat social de Rousseau, et plus encore la démocratie, dans l'idée qu'une majorité de défavorisés peut s'unir contre les puissants, pour transformer la société française du XIX^e siècle, une des plus

inégalitaires qui soient. Cet engagement a été mal compris et souvent mal interprété : d'abord par ses camarades socialistes, notamment Jules Guesde et Jean Jaurès, qui n'acceptent pas sa méfiance à l'encontre de l'internationalisme ; ensuite par les radicaux, qui ne lui pardonnent pas d'avoir entraîné la chute du ministère Combes, celui de la séparation de l'Église et de l'État ; enfin par l'extrême droite, leurrée par le patriotisme de Millerand, qui a tenté après la Première Guerre mondiale d'en faire son homme providentiel, exploitant son incroyable popularité, oubliant les accusations ignobles proferées du fait de ses origines juives, mais surtout les combats qu'il a toujours menés pour la démocratie, contre Boulanger, dont il a été un des premiers adversaires, et pour Dreyfus, dont il a arraché la grâce.

Le paradoxe est que l'engagement de Millerand, son indépendance et son refus des partis ne l'ont pas empêché de mener une brillante carrière ministérielle. Il doit son destin à ses éminentes qualités personnelles. C'est un tombeur de ministères, habile à attaquer une majorité sur les défauts de son action, un technicien avisé, qui maîtrise les problèmes, mais surtout un homme politique courageux, qui recherche les portefeuilles les plus difficiles, ceux que refusent les ambitieux et les intrigants.

Le talent de Millerand et son intrépidité en font une figure majeure des années qui précèdent la Première Guerre mondiale. Au même titre que Pierre Waldeck-Rousseau et Raymond Poincaré, il est l'un des avocats parlementaires les plus réputés de la Troisième République. À chaque changement de ministère, il est annoncé aux plus hauts postes. Il accepte les portefeuilles les plus risqués, le ministère des Travaux publics, quand s'annonce la double grève des postiers et des cheminots, celui de la Guerre, après le « coup d'Agadir », quand la France tout entière tremble devant les menaces de l'Allemagne, puis à nouveau à l'été 1914, au moment où tout semble perdu, quand le pays est près de céder devant la violence de l'offensive allemande. C'est alors qu'il jouit de la popularité la plus extraordinaire : dans l'étonnant bestiaire de la Troisième République, il est le sanglier, référence à sa chevelure hirsute, à la force de ses convictions, à sa puissance de travail, mais aussi à sa capacité à résister envers et contre tout aux manœuvres de ses adversaires.

Pendant la Première Guerre mondiale, Millerand est un très grand ministre. Il est aux commandes lors de la victoire de la Marne. Surtout, il lance la mobilisation industrielle. Bien avant les autres, il a le pressentiment que le conflit ne se jouera pas dans les tranchées mais à l'arrière, dans un gigantesque affrontement dont les soldats ne seront que les victimes. Son talent d'anticipation permet à la France d'encaisser le choc de Verdun. Mais son bilan ne s'arrête pas au ministère de la Guerre. En 1919, Clemenceau fait appel à lui pour organiser le retour de l'Alsace-Lorraine, mal engagé par ses

prédécesseurs, et pour lequel sa figure habile, incontestable et surtout pleine d'empathie fait merveille auprès des populations.

Fort de ce succès, Millerand propose de poursuivre aux élections générales de 1919 l'Union sacrée scellée par la guerre. Il défend un grand projet de rénovation des institutions républicaines, plébiscité par l'opinion. Président du Conseil en 1920 puis président de la République de 1920 à 1924, il lance une audacieuse politique de réforme. Convaincu que les traités de paix de 1919, en dépit de l'optimisme de Clemenceau, ne mettent pas fin à la Première Guerre mondiale, il tend loyalement la main à l'Allemagne, prononçant le premier le mot de réconciliation, tout en sachant se montrer ferme dès que l'ancien adversaire manifeste sa volonté de ne pas appliquer les traités. Il pose les bases d'une paix armée, propice à la reconstitution en France des régions dévastées, tout en soutenant loyalement son président du Conseil, Raymond Poincaré, quand ce dernier décide, *nolens volens*, l'occupation de la Ruhr.

Mais la roche tarpéienne est proche du Capitole. En 1924, Millerand, au sommet de la gloire, est brutalement chassé du pouvoir. Trahi par ses alliés, au premier rang desquels Briand, qui désespère de le voir si bien réussir, violemment attaqué par ses adversaires, il est sommé de démissionner après les élections générales qui ont dégagé une majorité nouvelle, le Cartel des gauches. Contre Millerand, le Cartel fait la « grève des ministres », technique utilisée en 1887 contre Grévy, et refuse de participer au gouvernement. Alors que l'extrême droite veut le pousser dans la voie de l'aventure, lui demandant de s'accrocher au pouvoir, y compris autoritairement, Millerand accepte de quitter l'Élysée, décidé à être celui qui défendra les institutions contre ceux qui les attaquent, convaincu de pouvoir prendre sa revanche sur le terrain parlementaire.

Ce dernier combat sera un échec. Dans une France déchirée entre les tentations fascistes et l'utopie communiste, face à la démagogie et aux imprécations, la prolongation de l'Union sacrée qu'il prône ne sera jamais qu'un doux rêve. Poincaré, Doumergue puis Tardieu essaieront vainement de la mettre en œuvre entre 1926 et 1934. Millerand, marqué par les conditions de son départ, ne reviendra jamais au premier plan. Le parti radical, qui domine la vie politique de l'entre-deux-guerres, sous la direction de Joseph Caillaux et Édouard Herriot, en fait son bouc émissaire et son repoussoir, sujet d'imprécations, de condamnations et d'anathèmes. Millerand conserve néanmoins durant ces vingt années une poignée de fidèles. Pour eux, il est alors le plus grand, par la puissance de ses analyses, la sagesse de ses rappels à l'ordre, ses formules directes, tantôt idéalistes, tantôt pragmatiques, qui en font un guide auquel se référer dans une période troublée.

Les attaques dont Millerand a été victime à la fin de sa vie ont entièrement terni sa réputation. Relayées jusqu'à aujourd'hui par l'historiographie, elles ont pris place dans le roman national, cette reconstruction de l'histoire

autour de quelques figures rédemptrices : Millerand en est exclu. Avant guerre, il est éclipsé par Jean Jaurès, le martyr de 1914, l'homme dont l'éloquence aurait pu éviter l'irréparable ; pendant le conflit, par Clemenceau, le père de la victoire ; après, par Aristide Briand, le pèlerin de la paix. Ce récit a non seulement conduit rétrospectivement à occulter l'œuvre antérieure de Millerand, mais surtout à faire de celui-ci, toujours adversaire de l'extrême droite, par un puissant contresens, un nationaliste, face à Briand, abusivement proclamé précurseur de la réconciliation franco-allemande ¹. Faire de Millerand dans l'entre-deux-guerres un chauviniste alors qu'il défend bec et ongles les institutions républicaines et que la France, après l'avènement de Piłsudski en Pologne et les coups d'État de Mussolini en Italie et de Primo de Rivera en Espagne, est presque la seule démocratie dans une Europe toute retentissante des défilés et des claquements de bottes, est à la fois un anachronisme et une contre-vérité.

À l'étranger heureusement, un certain nombre d'historiens, échappant aux préjugés nationaux, se sont intéressés à Millerand et l'ont justifié. Aux États-Unis, des travaux approfondis ont cherché à restituer sa figure historique, sans s'arrêter aux partis pris purement français. Le premier, Leslie Derfler a expliqué le socialisme de Millerand, montrant que celui-ci n'a pas trahi ses camarades par ambition personnelle, mais, au contraire, a été abandonné par tous ceux qui, Jaurès en tête, ont rejeté les réformes d'intérêt immédiat pour les ivresses du socialisme utopique. Derfler a donc été le premier à ressusciter l'homme de gauche visionnaire et ses projets de rénovation de la démocratie. Ensuite, Marjorie Milbank Farrar, spécialiste des aspects économiques de la Première Guerre mondiale, s'est intéressée à l'œuvre du ministre des Travaux publics, intransigeant face aux grévistes, et à celui de la Guerre, qui a lancé dès les premiers jours de l'offensive allemande la mobilisation industrielle, mettant au service de la France ses contacts personnels, auprès de la famille de Wendel en particulier. À son tour, elle a rappelé le grand homme d'État et le réformateur, qui, par ses talents de négociateur, a toujours su parler aux grévistes, obtenant la reprise du travail, tout en répugnant aux mesures autoritaires de Clemenceau.

Le présent ouvrage n'a pas pour objet de rouvrir le procès de Millerand. Il entend néanmoins dissiper les malentendus qui en font un des personnages les plus incompris et les plus calomniés de sa génération. Il a fallu pour cela reprendre une à une les sources disponibles et trouver son chemin dans une documentation abondante. Le fonds Millerand aux Archives nationales ne comprend pas moins de 245 cartons et un portefeuille, celui des Affaires étrangères, 101 volumes. Peu consultés par les historiens car sommairement décrits et très partiellement classés, ces deux fonds sont d'une grande richesse sur la Première Guerre mondiale, mais aussi la période qui s'étend de 1919 à 1924. Ils abondent en mémoires, en rapports, en comptes rendus d'entretiens

et en correspondances privées. Aux Archives nationales, on trouve de nombreux inédits, notamment les Mémoires de Millerand, trop peu utilisés par les historiens, qui servent ici de fil conducteur au récit, et d'innombrables manuscrits, en particulier sur les projets de réforme des institutions. Les archives Millerand ont été complétées par celles de Poincaré, à la Bibliothèque nationale, et de Briand, aux Affaires étrangères. Rassemblées et confrontées, elles permettent de reconstituer, souvent au jour le jour, les relations d'intimité des trois personnalités qui ont dominé pendant plus de deux décennies la vie politique française, pour le meilleur et pour le pire.

Les archives permettent de suivre au plus près de la table des négociations l'histoire des relations internationales du début de l'entre-deux-guerres, loin des clichés dans lesquels chacun de ses acteurs a été longtemps enfermé. Mais elles permettent surtout de rappeler la figure oubliée de Millerand, essentielle à la construction du modèle politique français et de l'État. Car l'ancien président de la République est un visionnaire, montrant à chaque étape de sa carrière son souci de parler à la France autant qu'à ses contemporains, et d'anticiper les problèmes de l'avenir.

Connaître et comprendre les défis que Millerand s'est assignés éclaire sur les tournants du régime. À travers lui, on voit les moments de rupture, notamment quand la Troisième République bascule dans la course folle qui la mène à sa chute. L'ancien président est en quelque sorte le chaînon manquant entre les fondateurs de la République, Gambetta et Ferry, et ses rénovateurs, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, en premier lieu le général de Gaulle, qui tenait l'ancien président en grande estime². Comme les premiers et avant les seconds, il est partisan d'une société ouverte, libérale, favorable à l'intégration et à l'ascension sociale. Après l'école, œuvre des premiers, il faut créer d'autres institutions, celles du travail, auxquelles s'attacheront ses successeurs. Car, contrairement à ce que laisserait penser un discours trop simplificateur, il est possible de moderniser la France sans être un dictateur, d'être patriote sans être va-t'en-guerre, d'être lucide sur les tensions internationales sans tomber dans le militarisme et de parler à l'opinion sans lui mentir ni la flatter.

Un jeune bourgeois parisien

Alexandre Millerand naît le 10 février 1859 dans une famille de la bourgeoisie parisienne. Son père, Jean-François, est un négociant du quartier du Mail, dans le futur II^e arrondissement. Il est installé rue de la Jussienne, à proximité des Halles. Contrairement à ce que ce nom, d'origine médiévale, laisserait penser, cette rue ne fait pas partie des quartiers insalubres du centre de Paris, progressivement détruits par le préfet Haussmann pour faire place aux nouvelles halles centrales, construites par l'architecte Baltard. Bien située entre la rue Étienne-Marcel et la rue Montmartre, elle comprend de belles constructions, comme on en voit dans le Paris du règne de Louis XVI. Elle aurait abrité, sous l'Ancien Régime, la riche corporation des marchands drapiers, ou encore le comte du Barry, personnage interlope et mari de la fringante maîtresse de Louis XV, rivale de Marie-Antoinette.

Les parents d'Alexandre Millerand habitent boulevard de Strasbourg, à quelques centaines de mètres de la rue de la Jussienne. La naissance du futur président de la République sur cette grande artère percée pour conduire à la gare de l'Est, à proximité immédiate des grands boulevards, ouverts par Louis XIV à la place d'une ancienne enceinte de Paris, en fait un vrai Parisien, dès l'enfance plongé dans la capitale du XIX^e siècle, ville du luxe, du prestige, tourbillon des affaires, enchevêtrement d'espoirs déçus et d'ambitions couronnées de succès.

LE POIDS DU PÈRE

L'origine sociale d'Alexandre Millerand a fait l'objet d'affirmations contradictoires. Dans les Mémoires qu'il a rédigés, à plus de 80 ans, Alexandre Millerand note à propos de son père : « Il n'a pas rempli sa destinée. Le négoce n'était pas son fait. » Ce constat d'échec a été transmis par la mémoire familiale. Dans un entretien donné en 1979 au magazine *L'Histoire*, le second fils d'Alexandre Millerand, Jacques, insinue que son père aurait commencé sa vie dans le dénuement.

Mon père [Alexandre] a été marqué par une certaine pauvreté, par la misère qu'il a côtoyée dans son enfance. Son grand-père, originaire de Haute-Saône, était bougnat, il vendait le quart de gros rouge et le sac de charbon. Son père [Jean-François] était un tout petit négociant en drap dans le quartier du Sentier à Paris ¹.

Le récit familial doit être nuancé à la lecture des archives. L'historien Leslie Derfler a montré que, dans le monde très hiérarchisé du XIX^e siècle, Jean-François Millerand n'appartient assurément pas à la haute bourgeoisie, mais il fait partie des possédants, des favorisés.

Jean-François Millerand n'est pas le premier commerçant de la famille. Son propre père, François, et son oncle, Alexandre, sont négociants en vin. Ce dernier est un des cinquante courtiers-gourmets en vin de la ville de Paris, charge qui lui confère un monopole dans la capitale. Au XIX^e siècle, le vin n'est pas la boisson d'agrément qu'elle est devenue, mais un produit de consommation courante, auxiliaire du travailleur, à une époque où la machine n'occupe qu'une place mineure dans l'industrie et la construction. Assermenté auprès du tribunal de commerce de la Seine, le grand-oncle du futur président de la République tire de sa charge des revenus considérables. Sa fortune n'est pas connue dans le détail, mais plusieurs indices permettent de penser qu'elle était élevée. Lorsque Jean-François s'établit comme négociant, il réunit un capital de 50 000 francs, montant qui n'est pas celui des grandes entreprises industrielles, mais représente plus de vingt annuités de salaire d'un employé, une vie de travail pour un ouvrier.

La profession de négociant exercée par Jean-François Millerand ne doit pas être confondue avec celle de boutiquier. Le négociant a une position intermédiaire dans la hiérarchie du commerce. Ce n'est pas un simple détaillant, qui travaille seul ou en famille, attend le chaland, et ne fait du profit que sur de petites transactions. Il est en relation avec les industriels et surtout d'autres négociants, engageant des sommes importantes pour couvrir les risques induits par les échanges. Il est à la tête d'une petite entreprise, qui comprend généralement des magasins, où stocker le tissu, et des employés, pour assurer la comptabilité et les livraisons.

Jean-François Millerand fait un choix qui attire l'attention, celui de ne pas reprendre l'activité de son père mais de se lancer dans le secteur du textile, un domaine dont le luxe et le raffinement ne cessent de s'amplifier à mesure du progrès technique. Le tissu est alors un des principaux produits d'échange. C'est aussi l'emblème de la fête impériale, le principal sujet des tableaux d'Ingres, des Dubufe ou de Manet, qui font apparaître les soies roses, les velours écarlates, les verts profonds des tussors, les tissus ouvragés et rebrodés, souvent très opulents, spécialité de la fabrique lyonnaise, ou plus légers, gazes et mousselines, dont le goût se développe à la fin du XIX^e siècle.

On ne sait si Jean-François se lance dans ce nouveau métier à la recherche d'une activité plus rémunératrice, dans l'espoir de bénéfices plus considérables que ceux de son père et de son oncle, ou au contraire pour se soustraire aux aléas politiques auxquels ce dernier est soumis par sa charge. Quelles que soient ses motivations, sa décision montre une compréhension fine du rôle de Paris et de ses transformations engagées depuis la monarchie de Juillet. L'activité de la capitale est alors profondément bouleversée par l'élan que lui donne le Second Empire. Grâce aux chemins de fer, elle se trouve au cœur des réseaux et sert de centre de redistribution pour les produits venus de l'étranger. Ce mouvement, commencé au début du XIX^e siècle, par les canaux qui alimentent le nord de la capitale, est décuplé par les applications de la machine à vapeur. Le commerce profite à plein du mouvement des affaires et de la formidable croissance de la population parisienne, dont le nombre triple au cours du XIX^e siècle, pour atteindre trois millions d'habitants, et autant de consommateurs.

La spécialité de Jean-François Millerand est le négoce de « draperies et nouveautés en gros ». Le drap est par définition de laine. Il est utilisé pour l'habillement. Les catégories les plus communes sont les flanelles et molletons pour peignoirs et robes de chambre, les casimirs, les satins, les zéphyr, les taupelines, utilisés pour la confection des habits et pantalons de soirée, des pardessus, l'habillement des troupes ou encore la garniture de billards et de voitures. La façon a lieu dans des villes industrielles qui s'en font une spécialité, Sedan, Elbeuf, Châteauroux ou Romorantin, pour les fournitures militaires. D'où l'importance du négoce.

Les nouveautés, dont Jean-François Millerand fait aussi commerce, sont les tissus les plus élégants. Ils viennent des fabriques du Nord, notamment Roubaix et Tourcoing. Arrivés sur le marché parisien sous le Second Empire, ils sont beiges, marengo c'est-à-dire bruns, ou bleus, et faits de fils mélangés à effets de rayures ou de carreaux, plus ou moins fondus. Ils servent plus particulièrement pour la confection des pardessus d'hiver, des pantalons, des jaquettes et des redingotes.

Jean-François Millerand commerce tout spécialement avec Elbeuf, ville industrielle importante près de Rouen, à mi-chemin entre Paris et l'Angleterre, bien placée pour l'importation de laine, soit d'outre-Manche, soit directement depuis les colonies britanniques, notamment l'Australie, dont la production croît de façon considérable grâce à l'élevage des moutons dans d'immenses domaines. Il a dans cette ville un associé, Brazier, en relation avec les industriels locaux. Celui-ci s'occupe des achats en gros, tandis que Jean-François prend en charge la distribution auprès des tailleurs de la capitale et peut-être des grands magasins, qui proposent déjà à leur clientèle des articles de confection.

La position de Jean-François Millerand dans les affaires induit un certain profil politique. Dans ses Mémoires, Alexandre indique que son père a une « culture de républicain ». Ce point n'a rien de surprenant. Les négociants parisiens sont généralement affranchis aussi bien des contraintes de la vie provinciale que des mœurs et des opinions transmises par tradition familiale, héritées souvent. Jean-François Millerand appartient à une deuxième génération arrivée à Paris. Il a rompu avec sa commune d'origine, proche de Vesoul, en Haute-Saône, dans l'ancienne Franche-Comté. Et si, comme le dit son fils, « il ne perdait aucune occasion de remémorer [à ses enfants] sa bien-aimée Franche-Comté », il n'en a pas moins les traits caractéristiques du Parisien, au premier rang desquels l'indépendance, tant dans ses opinions politiques que religieuses.

À Paris, les commerçants ne savent aucun gré à Napoléon III des faveurs immenses dont ce dernier les fait bénéficier. Bien qu'ils profitent puissamment du mouvement des affaires, ils sont profondément choqués par les rumeurs de scandale et d'enrichissement indu qui entourent les fortunes de l'Empire. Ils accusent celui-ci de profiter surtout à quelques-uns, à la famille impériale et aux proches du régime, comme Eugène Rouher ou le duc de Morny, qui bénéficient de toutes sortes de concessions, généreusement accordées. Bien sûr, un commerçant préférera toujours être le fournisseur d'un riche banquier que manquer de travail. Mais l'injustice et l'opacité du système choquent. Les grands financiers à qui sont attribuées les compagnies de chemin de fer composent un milieu qui se retrouve aux Tuileries, et dont chacun sait la proximité avec l'empereur. L'impression que le soutien de l'État ne va qu'à quelques-uns nourrit un profond sentiment d'injustice. C'est particulièrement le cas chez les commerçants fraîchement arrivés de province, comme les Millerand, qui découvrent à Paris les ressorts d'un système dont ils ignoraient les mécanismes.

Jean-François Millerand n'est pas seulement républicain, il est aussi, d'après son fils, un « libre-penseur ». Alexandre Millerand est né hors mariage. Même si ce point est commun à beaucoup de petits Parisiens de cette époque, il est signe de déchristianisation. Les parents d'Alexandre ne se marient que le 11 avril 1861, à la mairie du X^e arrondissement, deux ans après la naissance de leur fils aîné. De plus, la femme de Jean-François, Mélanie Cahen, fille de Cerf Cahen, est alsacienne, d'origine juive, autre signe de l'indifférence de son mari pour les questions religieuses.

Si l'on considère l'importance de la question juive en France et en Europe à la fin du XIX^e siècle, les origines maternelles d'Alexandre Millerand n'ont rien d'anodin. Tout au long de sa carrière politique, le futur président de la République est l'objet d'accusations antisémites. Les stéréotypes diffusés par les chefs de file de l'antisémitisme, Édouard Drumont en tête, rabâchés à foison par la presse d'extrême droite, au premier rang de laquelle *L'Action*

française, fourberie, opportunisme, goût des honneurs, lui sont régulièrement appliqués. Au moment de sa mort, l'écrivain Charles Maurras, plutôt que rappeler les principales étapes de sa carrière, l'appelle le « petit-fils de l'organiste israélite de la cathédrale du Mans » et le « butor, buté au nom de la faction juive ² ». Mais ce serait une erreur de projeter ces préjugés sur l'enfance de Millerand. Celui-ci est éduqué dans le catholicisme le plus traditionnel. Il est baptisé à l'église, comme sa mère, convertie et baptisée elle aussi ³. Dans ses Mémoires, Alexandre Millerand se souvient avec une reconnaissance non feinte des « bons prêtres » qui lui ont enseigné le catéchisme, l'abbé Barascud et l'abbé de Bonfils, et des premiers prix qu'il a reçus dans cette matière, tout comme de la « foi naïve et sincère » qui l'a animé durant ses dix premières années. Il est fort probable qu'aucun de ses camarades de classe et de ses professeurs n'ait su son origine juive.

Durant son enfance, cette situation est d'ailleurs assez commune. La communauté juive en France compte à peine quelques dizaines de milliers d'individus. La Révolution française a autorisé ses membres à avoir un nom et à participer à la vie politique comme n'importe quel citoyen, mais aussi à exercer tous les métiers, puisque les corporations, d'inspiration religieuse, ont été dissoutes. L'intégration des juifs est alors la règle. Dans le commerce, les mariages entre catholiques et juifs sont fréquents, à défaut d'être nombreux. Nombre de juifs occupent d'ailleurs des positions éminentes dans la vie économique du pays. Au premier rang d'entre eux figurent évidemment les Rothschild qui, durant la monarchie de Juillet, permettent à l'État de financer son réseau de chemins de fer, puis les Pereire, qui les supplantent dans ce rôle sous le Second Empire.

Comme tous les rejetons de la bourgeoisie, Alexandre Millerand passe une grande partie de son enfance au sein de la cellule familiale. Les parents veillent aux fréquentations de leur progéniture et s'attachent à forger leur personnalité à leur image. De ce point de vue, Alexandre est frappé du caractère austère de son père. Il le résume en une formule : « Sa simplicité, sa droiture faisaient de mon père un modèle qui s'imposait d'autant mieux qu'il songeait moins à s'offrir en exemple. » Cette phrase résume bien les paradoxes de Jean-François Millerand, libre-penseur dans une famille catholique, républicain devant par son métier camoufler ses opinions à sa clientèle, bourgeois de fraîche date obligé de fréquenter un milieu social étranger à ses convictions.

Du caractère complexe de son père, Alexandre reconnaît avoir hérité une profonde timidité, rappelée dès les premières pages de ses Mémoires. À la fin de sa vie il fait d'ailleurs de ce handicap un trait dominant de son existence. Même au sommet de la gloire et des responsabilités, au Quai d'Orsay, à la présidence du Conseil ou à l'Élysée, il reconnaît qu'il perd la tête « en entrant dans un salon ». En public, devant une foule, une audience large, il arrive sans

difficulté à transcender sa réserve et à s'exprimer avec clarté et même avec fougue. Mais en petit comité, il ne sait ni badiner, ni discourir, encore moins flatter ou caresser la sensibilité de ses interlocuteurs. Le ton léger ou charmeur de la conversation mondaine, telle que pratiquée au Grand Siècle et jamais autant cultivée qu'au XIX^e siècle, lui est entièrement étranger. Alexandre Millerand attribue sa gaucherie et son embarras à son père, à qui il s'identifie, parlant dans ses Mémoires d'« un culte qui ne fit que grandir avec les années ». À la fin de sa vie, il évoque un cachet que son père lui a remis, qu'il garde toujours auprès de lui, gravé de la formule *Et nunc et semper* [« maintenant, et toujours »], fragment de la prière à la Trinité, *Et nunc, et semper, et in saecula saeculorum*.

Mélanie, la mère d'Alexandre, a un caractère en tout point opposé à celui de son mari. Sa personnalité, pleine de bonne humeur et de jovialité, est connue par sa correspondance. Quand, en déplacement ou en voyage, elle écrit à son mari et son fils, elle passe sans transition d'un sujet à l'autre : santé, achats, vie quotidienne, nouvelles familiales, anecdotes. Alexandre, aîné de sa fratrie, a deux sœurs, Amélie, née en 1862, et Marthe, née en 1864. Dans son enfance, le futur président de la République a, semble-t-il, été très frappé par la mort de sa jeune sœur, à l'âge de 6 ans. Comme souvent après un tel drame, la famille reste profondément choquée. Peut-être le caractère sombre de son père s'est-il accentué après ce décès et les liens des membres survivants se sont-ils resserrés autour d'une cellule étroite.

Un des intérêts de la correspondance entre Alexandre et ses parents est de livrer des informations sur leur vie quotidienne, mais aussi sur leurs préoccupations et leur fortune. Les lettres ne laissent aucun doute sur leur appartenance à la bourgeoisie, qui apparaît dans leurs habitudes et leurs loisirs. Mélanie, très attentive, est marquée par la tenue de son intérieur. Elle raconte les visites aux grands magasins du Louvre et au Bon Marché, notamment celles consacrées au choix des manteaux, accessoire utile en hiver, mais aussi marque d'opulence, réservée à la frange supérieure de la société.

La réussite commerciale de Jean-François Millerand ne fait aucun doute. Le parcours de sa famille dans Paris montre son ascension sociale. Encore jeune, il quitte le quartier des Halles, centre du Paris populaire, en activité permanente, pour s'installer sur la rive gauche, le V^e arrondissement, dans un bel immeuble neuf, 147 boulevard Saint-Michel, au cœur d'un quartier en plein bouleversement. Les environs de la Bièvre, l'ancien quartier des tanneurs, ou ceux de la rue Mouffetard, particulièrement insalubres, sont un repoussoir pour les familles bourgeoises. Ce n'est pas le cas des rues qui jouxtent les boulevards extérieurs, proches des XIII^e et XIV^e arrondissements, où se retrouve une population nouvelle, désireuse de profiter du calme du jardin du Luxembourg et des jardins de l'Observatoire, récemment aménagés.

12 – Le défenseur des institutions.....	267
La politique extérieure.....	268
Le retour en politique.....	269
13 – L’homme privé.....	291
L’avocat.....	291
La face cachée.....	294
14 – Fin et postérité.....	303
La fin.....	303
La postérité.....	309
Conclusion.....	313
Les fondements d’un engagement.....	313
Le républicain, partisan d’une république ouverte.....	316
Le réformateur, pionnier de la démocratie sociale.....	320
Notes.....	325
Sources et orientation bibliographique.....	349
Bibliographie.....	353
Index.....	361
Remerciements.....	375

Composition : Le vent se lève...